

Ottawa refuse de payer un sou de plus pour la décontamination ratée d'un terrain

GUILLAUME ST-PIERRE

Vendredi, 30 juin 2017 06:30

MISE à JOUR Vendredi, 30 juin 2017 06:30

OTTAWA | Le gouvernement fédéral assure que les contribuables canadiens n'auront pas à payer un sou de plus pour la décontamination ratée d'un terrain lui appartenant situé près de Drummondville.

- **À LIRE AUSSI: Ottawa s'enlise dans 8900 tonnes de terre toxique**
- **À LIRE AUSSI: Les fermiers ignoraient tout du retour de sols toxiques**

« Nous avons attribué le contrat qui est valide jusqu'en 2018. Ça ne coûtera pas plus cher aux contribuables », a affirmé le porte-parole du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Anthony Laporte.

Ottawa a octroyé un contrat de 10 M\$ à GPEC International Ltd pour décontaminer les terrains de l'ancienne Fonderie St-Germain.

Mais notre bureau d'enquête a révélé hier que l'entreprise a livré des tonnes de sols contaminés à un sous-traitant qui ne possède pas l'expertise pour les traiter. La terre contaminée de résidus cancérigènes a donc été retournée sur son site d'origine, après avoir parcouru environ 150 km sur les routes du Québec.

REFUSE LE BLÂME

De plus, rien n'empêche les curieux d'entrer sur le site, gardé par une simple chaîne.

Le ministère refuse de prendre une part du blâme pour ce fiasco.

« Cela ne nous appartient plus. C'est à l'entreprise de s'arranger avec leurs sous-traitants pour s'assurer que les résidus soient traités », a dit M. Laporte.

Mais les partis d'opposition ne sont pas de cet avis, et accusent le gouvernement de laxisme.

Dans une lettre envoyée hier au ministre responsable du dossier, le député fédéral de l'endroit, le néo-démocrate François Choquette, se dit « choqué » de la situation.

« Les risques pour la santé publique sont réels », s'insurge M. Choquette.

Il souligne qu'il est « extrêmement urgent » de barricader l'endroit.

« Ensuite, il faut trouver une solution permanente à la décontamination de ces sols. C'est grave », a-t-il ajouté.

Le député conservateur Alain Rayes appelle lui aussi Ottawa à prendre ses « responsabilités ».

« Ce qui me frappe, c'est le manque d'imputabilité, peste le député de Richmond-Arthabaska. Tout le monde se renvoie la balle. »

La chef du Bloc québécois, Martine Ouellet, accuse de son côté le ministère de ne pas avoir fait les suivis nécessaires.